



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

jpr/alc/507

Arrêté du 1^{er} septembre 2023 portant mise en demeure aux Papeteries du Rhin de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à ILLZACH

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I;

VU l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 portant autorisation à poursuivre l'exploitation des installations de fabrication de papier pour carton ondulé à la société PAPETERIES du RHIN à ILLZACH ;

VU le rapport du 30 mai 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'article 2.1.1. précise « l'exploitant tient à jour les documents suivants : [...] - d'une façon générale, les documents (rapports de contrôle, consignes, etc.) prévus par le présent arrêté et qui justifient le respect des conditions d'autorisation. » ;

Considérant que lors de la visite du 4 avril 2023, aucun justificatif de critère de résistance au feu du mur mitoyen n'a été présenté ;

Considérant que l'article 7.2.2. de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 précise « [...] La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 1% de la surface au sol du local. [...] » ;

Considérant que pour le local stock B, cette surface utile de désenfumage est inférieure à 1 % ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en*

cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Après communication à l'exploitant du projet d'arrêté, afin qu'il soit entendu,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société les Papeteries du Rhin désigné « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé rue Henry de Crousaz, 68313 Illzach est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse .

Article 2 : Résistance au feu du mur mitoyen

Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.1.1. de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 : « *l'exploitant tient à jour les documents suivants : [...]*

- d'une façon générale, les documents (rapports de contrôle, consignes, etc.) prévus par le présent arrêté et qui justifient le respect des conditions d'autorisation. » ;

Article 3 : Désenfumage

Dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.2.2. de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 : *[...] La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 1% de la surface au sol du local. [...]*

Article 4 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 1^{er} septembre 2023

Le préfet,

pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT